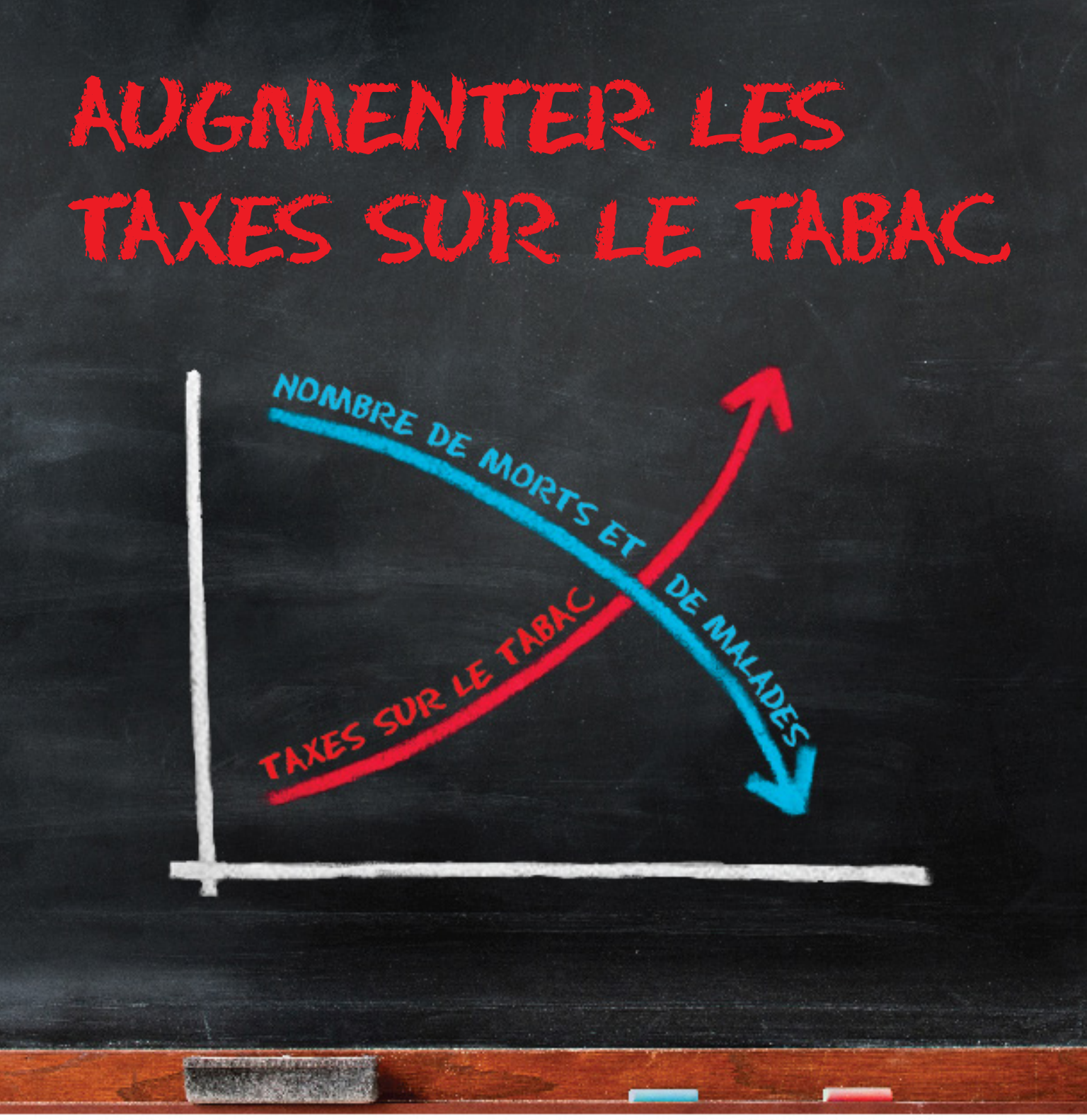
AUGMENTER LES TAXES SUR LE TABAC



CE QUE VOUS DEVEZ SAVOIR

Organisation mondiale de la Santé

© Organisation mondiale de la Santé 2014

Tous droits réservés. Les publications de l'Organisation mondiale de la Santé sont disponibles sur le site Web de l'OMS (www.who.int) ou peuvent être achetées auprès des Editions de l'OMS, Organisation mondiale de la Santé, 20 avenue Appia, 1211 Genève 27 (Suisse) (téléphone: +41 22 791 3264; télécopie: +41 22 791 4857; courriel: bookorders@who.int.

Les demandes relatives à la permission de reproduire ou de traduire des publications de l'OMS – que ce soit pour la vente ou une diffusion non commerciale – doivent être envoyées aux Editions de l'OMS via le site Web de l'OMS à l'adresse http://www.who.int/about/licensing/copyright_form/en/index.html

Les appellations employées dans la présente publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'Organisation mondiale de la Santé aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. Les lignes en pointillé sur les cartes représentent des frontières approximatives dont le tracé peut ne pas avoir fait l'objet d'un accord définitif.

La mention de firmes et de produits commerciaux ne signifie pas que ces firmes et ces produits commerciaux sont agréés ou recommandés par l'Organisation mondiale de la Santé, de préférence à d'autres de nature analogue. Sauf erreur ou omission, une majuscule initiale indique qu'il s'agit d'un nom déposé.

L'Organisation mondiale de la Santé a pris toutes les précautions raisonnables pour vérifier les informations contenues dans la présente publication. Toutefois, le matériel publié est diffusé sans aucune garantie, expresse ou implicite. La responsabilité de l'interprétation et de l'utilisation dudit matériel incombe au lecteur. En aucun cas, l'Organisation mondiale de la Santé ne saurait être tenue responsable des préjudices subis du fait de son utilisation.

Conception et mise en page: Better World Advertising, États-Unis d'Amérique
Numéro du document: WHO/NMH/PND/14.2
Ce document est disponible en version électronique à l'adresse: www.who.int/tobacco
Toute demande concernant ce document doit être adressée à: tfi@who.int

TABLE DES MATIÈRES

Introduction 6

L'augmentation de taxes sur le tabac est la politique la plus efficace pour réduire le tabagisme 6

L'augmentation des taxes sur le tabac permet de sauver des vies . 7

L'augmentation des taxes sur le tabac génère des recettes supplémentaires pour les pouvoirs publics 9

Pour être efficace, le système de taxation doit être simple 10

L'industrie du tabac s'oppose aux efforts visant à augmenter les taxes et poursuit un travail de sape 11

Combattre les idées reçues propagées par l'industrie du tabac . . 12

Appel à l'action 13

Références 14

En 2012, le gouvernement des Philippines a augmenté avec succès les taxes prélevées sur le tabac malgré une forte opposition de l'industrie.

« Le Président a considéré que le projet de réforme de la taxation des produits de l'alcool et du tabac était urgent », a rappelé le Président du Sénat Franklin Drilon, « il a estimé que l'adoption de cette législation particulièrement importante contribuerait au programme de santé du gouvernement et permettrait de lutter contre la prévalence élevée du tabagisme dans notre pays ».

Les ministères de la Santé et des Finances ont uni leurs forces pour faire connaître, en recourant à une puissante stratégie médiatique, les avantages pour la santé du projet de réforme de la taxation. « Il ne s'agit pas simplement d'une taxe sur les produits de l'alcool et du tabac, mais bien d'une taxe anticancer. Il est à la fois juste et rationnel de taxer l'industrie du tabac si l'on tient compte des milliards de pesos de dépenses que notre système de soins doit supporter du fait de la charge de morbidité due au tabagisme », a déclaré Teodoro Herbosa, Sous-Secrétaire du ministère de la Santé des Philippines.

Lors de la signature pour adoption du projet de loi fiscale, le Président Benigno Aquino a déclaré : « Nombreux étaient ceux qui pensaient qu'il était impossible d'adopter ce projet de loi de taxation des produits du tabac et de l'alcool car ceux qui s'opposaient à son passage étaient à la fois forts, bruyants et organisés, mais nous avons prouvé que rien n'est impossible pour les Philippins qui suivent le même cap, savent où est le bien et sont prêts à combattre pour faire valoir leurs principes ».

Une année après la mise en œuvre de cette taxe, le gouvernement a collecté des recettes supérieures à celles qu'il espérait ; 85 % d'entre elles seront consacrées à la couverture sanitaire universelle et à l'amélioration des établissements de santé pour la population des Philippines.

INTRODUCTION

L'augmentation des taxes sur le tabac est la solution la plus efficace et la plus rentable pour réduire le tabagisme quel que soit le contexte. L'expérience des Philippines et d'autres pays, parmi lesquels l'Égypte, la France et la Turquie, montre qu'il est possible d'augmenter les taxes sur le tabac et que cela comporte de réels avantages pour le secteur de la santé et au-delà.

Pour que l'augmentation des taxes prélevées sur le tabac porte ses fruits, il est essentiel d'en souligner les avantages sanitaires et économiques, et de renverser les idées reçues propagées par l'industrie du tabac dans sa tentative de bloquer les hausses de taxes qui réduiront les ventes des produits meurtriers qu'elle fabrique.

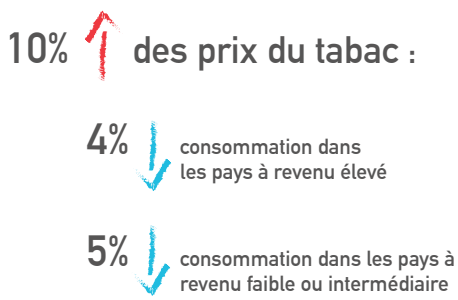
Le tabagisme est la première cause de mortalité évitable, puisqu'il tue environ 6 millions de personnes dans le monde chaque année. Non seulement le tabagisme diminue-t-il le nombre d'années de vie des consommateurs de tabac mais il réduit aussi leur nombre d'années de vie en bonne santé.

Le tabagisme contribue énormément aux maladies non transmissibles, telles que les cancers du poumon et les cardiopathies, qui font 36 millions de morts chaque année. En outre, le tabagisme a un coût économique considérable, entraînant notamment une augmentation des dépenses de santé nécessaires au traitement des maladies qu'il engendre chez les fumeurs et chez les personnes exposées à la fumée du tabac, ainsi que des pertes de productivité et de revenus dues à la maladie et aux décès prématurés. Des solutions efficaces existent pour réduire la consommation de tabac quel que soit le contexte.

L'AUGMENTATION DE TAXES SUR LE TABAC EST LA POLITIQUE LA PLUS EFFICACE POUR RÉDUIRE LE TABAGISME

Augmenter les taxes sur le tabac – suffisamment pour que les prix du tabac progressent davantage que le taux d'inflation – rend le tabac plus coûteux. Comme pour de nombreux produits de consommation, les gens ont tendance à acheter moins un produit lorsque son prix réel[1] augmente et qu'il devient moins abordable.

En moyenne, on estime qu'une hausse de taxes sur le tabac permettant d'en augmenter le prix de 10 % réduit le tabagisme de 4 % dans les pays à revenu élevé et d'environ 5 % dans les pays à revenu faible ou intermédiaire.



[1] Les prix réels sont les prix nominaux ajustés pour supprimer les effets de l'augmentation générale des prix au cours du temps (inflation).

C'est généralement pour la santé des personnes qui ont les revenus les plus faibles, et notamment les jeunes, que les augmentations de prix par la taxation sont le plus bénéfiques. La baisse de consommation chez les jeunes gens du fait de l'augmentation des prix est en moyenne deux à trois fois supérieure à celle que l'on constate chez les adultes [1]. Une étude menée en 2010 dans 20 pays à revenu faible ou intermédiaire a permis de constater qu'une augmentation de prix de 10 % réduirait la consommation de 18 % chez les jeunes âgés de 14 ans, soit une baisse plus de trois fois supérieure à la baisse de la consommation obtenue par la même mesure chez les adultes [2].

L'augmentation des taxes sur les produits du tabac est également considérée comme la mesure la plus efficace et la plus rentable lorsque l'on compare les avantages considérables qu'elle génère avec la modicité des coûts induits pour les pouvoirs publics.

Une étude portant sur l'impact des différentes politiques relatives au tabac[2] sur les fumeurs menée en 2000 a montré qu'augmenter les prix du tabac de 33 % coûtait quinze fois moins cher que d'autres mesures tout en produisant les mêmes résultats pour la santé [3]. Une estimation plus récente a démontré que l'augmentation de la fiscalité sur le tabac ne coûte pas plus de 0,005 dollar (US $) par personne par an [4].

L'expérience récente de la Turquie illustre bien l'impact de la taxation du tabac et d'autres politiques sur la consommation et la prévalence. Les droits d'accise ont été constamment relevés depuis 2008 parallèlement à la mise en œuvre d'autres mesures, telles que l'interdiction de fumer ou de faire la publicité du tabac. Cela a permis de réduire les ventes de tabac de 12 % entre 2008 et 2012 et de diminuer le nombre de fumeurs dans la population adulte dont la proportion est passée de 31,2 % à 27,1 % au cours de la même période [5].

L'AUGMENTATION DES TAXES SUR LE TABAC PERMET DE SAUVER DES VIES

L'augmentation du prix du tabac moyennant des taxes plus élevées rend les produits du tabac moins abordables, en décourage ainsi la consommation et permet d'améliorer la santé des populations et des communautés et de réduire la charge de morbidité et de mortalité dans le monde.

Selon les calculs de l'OMS, si tous les pays augmentaient les taxes sur les paquets de cigarettes de 50 %, il y aurait 49 millions de fumeurs en moins (38 millions de fumeurs en moins chez les adultes et 11 millions de

SI TOUS LES PAYS AUGMENTAIENT LES TAXES SUR LES PAQUETS DE CIGARETTES DE 50 %, IL Y AURAIT 49 MILLIONS DE FUMEURS ET 11 MILLIONS DE DÉCÈS EN MOINS

[2] Parmi ces politiques figurent les augmentations de prix par l'intermédiaire des hausses de taxes et les mesures ne portant pas sur les prix telles que les interdictions de fumer dans les lieux publics, les informations en matière de santé, la contrepublicité et l'interdiction de la publicité et de la promotion du tabac.

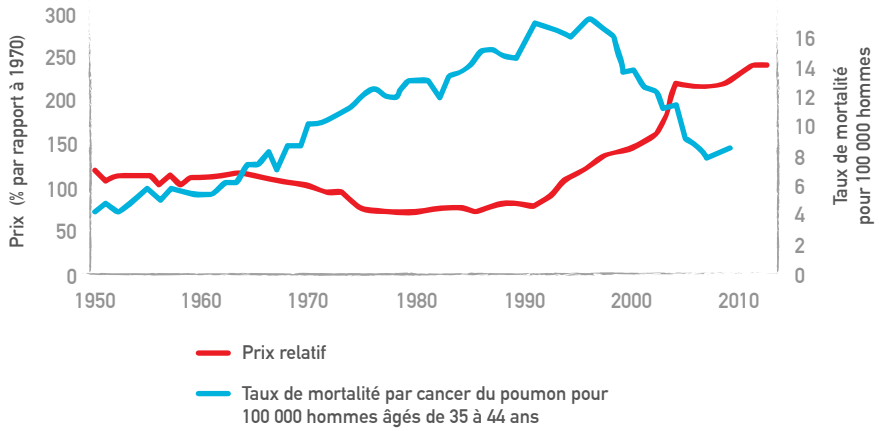
fumeurs en moins chez les jeunes) et cela permettrait d'éviter 11 millions de décès dus au tabagisme (sur la base de simulations non publiées faites par l'OMS, en utilisant les données de 2012).

Près de la moitié de la baisse totale de la consommation de tabac résulte d'une réduction du nombre des fumeurs, ce qui signifie qu'un certain nombre de personnes ont cessé de fumer. L'autre moitié de l'impact provient de la diminution de la quantité de tabac consommée par les fumeurs restants.

Arrêter de fumer offre de nombreux avantages qui, pour un certain nombre de maladies graves, se vérifient peu de temps après l'arrêt de la consommation de tabac. Un an seulement après avoir cessé de fumer, le risque de cardiopathie coronarienne est inférieur de moitié à celui d'un fumeur. Le risque d'accident vasculaire cérébral redevient le même que pour un non-fumeur cinq à 15 ans après l'abandon du tabac. Après 10 ans sans fumer, le risque de cancer du poumon tombe à près de la moitié de celui d'un fumeur, et le risque de cancer de la bouche, de la gorge, de l'œsophage, de la vessie, de l'utérus et du pancréas diminue aussi [6].

La France, par exemple, a augmenté les taxes prélevées sur le tabac de manière substantielle et régulière entre le début des années 1990 et 2005, et les prix des cigarettes corrigés de l'inflation ont triplé. Cela a entraîné une diminution des ventes de plus de 50 %. L'impact sur la santé de cette extraordinaire réduction dans la consommation a été constaté seulement quelques années plus tard, avec une baisse des taux de mortalité par cancer du poumon chez les hommes jeunes. Les taux de mortalité ont diminué de 50 % au cours de la même période [7,8]. Après une période de 2005 à 2009 où les taux de taxation sont restés inchangés, la France a recommencé depuis 2010 à augmenter régulièrement les impôts sur le tabac [9].

Augmentations de prix (dues à une hausse des taxes) et taux de mortalité par cancer du poumon, France 1950-2010



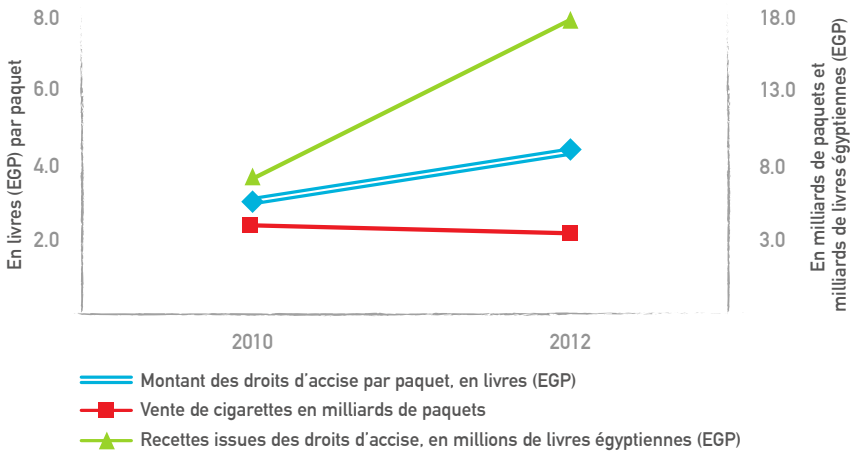
Source: graphique reproduit à partir de données issues de Hill C., 2013

L'AUGMENTATION DES TAXES SUR LE TABAC GÉNÈRE DES RECETTES SUPPLÉMENTAIRES POUR LES POUVOIRS PUBLICS

Outre la réduction de la consommation de tabac et de la charge de morbidité associée, les augmentations de taxes génèrent d'importantes recettes supplémentaires pour les gouvernements. Les augmentations de taxes sont intéressantes à double titre puisqu'elles sont à la fois bonnes pour la santé publique et pour les recettes publiques. Les recettes ainsi obtenues pourront être utilisées pour la santé ou pour d'autres intérêts publics.

En Égypte, le gouvernement a fortement augmenté les taxes sur le tabac en 2010. La taxe par paquet pour la marque de cigarette la plus vendue a augmenté de 46 %, passant de 2,95 livres égyptiennes (EGP) à 4,32 EGP. Les ventes ont en conséquence diminué de 14 % en deux ans seulement. L'incidence sur les recettes a été colossale, celles-ci progressant de 150 %, et passant de 7 milliards de livres (EGP) à 17,6 milliards de livres (EGP) entre 2010 et 2012 [10].

Augmentation de la taxation, incidence sur la consommation et les recettes, Égypte, 2008-2012



Source: données pour le paquet de 20 cigarettes de la marque la plus vendue, Rapport de l'OMS sur l'épidémie mondiale de tabagisme, 2013 (Rapport complet en anglais)

Selon les estimations de l'OMS, si les pays augmentaient les taxes sur les paquets de cigarettes de 50 %, les gouvernements du monde entier obtiendraient des recettes supplémentaires de l'ordre de 101 milliards de dollars (US $), qui pourraient être consacrées à la santé et à d'autres programmes sociaux, par exemple à la lutte contre les maladies non transmissibles (sur la base de simulations non publiées faites par l'OMS, en utilisant les données de 2012).

Entre 2009 et 2011, 40 pays dans le monde ont adopté une loi attribuant un certain montant ou un certain pourcentage des recettes de la taxation du tabac à la santé (selon des données de l'OMS non publiées, 2011).

Les autorités philippines envisagent actuellement d'utiliser une partie des recettes supplémentaires issues de la réforme de la taxation du tabac pour financer le régime d'assurance maladie national.

SI LES PAYS AUGMENTAIENT LES TAXES SUR LES PAQUETS DE CIGARETTES DE 50 %, LES GOUVERNEMENTS DU MONDE ENTIER OBTIENDRAIENT DES RECETTES SUPPLÉMENTAIRES DE L'ORDRE DE 101 MILLIARDS DE DOLLARS (US $)

POUR ÊTRE EFFICACE, LE SYSTÈME DE TAXATION DOIT ÊTRE SIMPLE

Différents types de taxes sont appliquées aux produits du tabac. Les droits d'accise en particulier sont importants pour atteindre les objectifs en matière de santé publique, du fait que les taux sont appliqués uniquement sur les produits du tabac et permettent par conséquent d'augmenter les prix de ces produits par rapport au prix d'autres produits et services de consommation.

Dans le monde, un certain nombre de pays imposent des systèmes complexes de droits d'accise sur le tabac, qui sont difficiles à administrer et peuvent comporter des failles. L'industrie du tabac tire parti de ces failles pour éviter de payer la totalité des taxes. Les pertes de recettes qui en résultent pour les pouvoirs publics et les difficultés rencontrées pour aboutir à une augmentation des prix ou à une moindre accessibilité pour les consommateurs, rendent ce type de taxes et leurs augmentations inefficaces.

Les Philippines offrent un bon exemple en matière de simplification de la mise en œuvre et de la gestion des droits d'accise. Jusqu'en 2013, les autorités philippines ont imposé un droit d'accise[3] spécifique et complexe, selon quatre tranches, sur les cigarettes. Chaque niveau d'imposition variait en fonction d'un niveau défini de prix calculé au moyen d'une formule. Ces niveaux étaient ajustés au cours des ans mais étaient « gelés » pour les marques de certains fabricants qui exerçaient leurs activités dans le pays depuis de nombreuses années, et bénéficiaient ainsi clairement de taux préférentiels par rapport à d'autres.

Du fait de ce système, les taxes prélevées sur les cigarettes et les prix de celles-ci aux Philippines étaient parmi les plus faibles au monde, contribuant à des taux très élevés de tabagisme. Après une difficile bataille engagée par le gouvernement avec le soutien des groupes de la société civile contre l'industrie du tabac, une réforme des taxes sur le tabac a été adoptée en 2012.

La réforme a réduit le nombre de tranches d'imposition de quatre à deux en 2013 et aboutira à un taux uniforme unique en 2017. La réforme a également supprimé les dispositions qui favorisaient certains fabricants par rapport à d'autres. En outre, une disposition introduit des augmentations annuelles systématiques jusqu'en 2017, celles-

[3] Un montant versé par unité vendue.

ci étant plus rapides pour les marques les moins chères. Depuis la mise en œuvre de la réforme en 2013, le gouvernement indique que les prix du tabac ont augmenté, les ventes ont diminué et les recettes ont nettement progressé.

Dans la Région africaine de l'OMS, la Gambie a modifié en 2012 la base d'imposition du droit d'accise prélevé sur les cigarettes, estimée désormais sur le volume du tabac et non plus sur son poids. L'expérience montre qu'utiliser le poids du tabac comme base de taxation encourage l'industrie à produire des cigarettes plus légères – mais non moins nocives – pour payer moins de taxes.

En 2013, la Gambie a également relevé le droit d'accise sur l'ensemble des produits du tabac pour parvenir à un même taux pour tous. Une telle initiative a l'avantage de décourager les consommateurs de passer à un produit meilleur marché lorsque les taxes augmentent. Partout dans le monde, les pouvoirs publics ont tendance à imposer des taxes plus élevées sur les cigarettes que sur d'autres produits du tabac, ce qui conduit à des différences de prix et incite le consommateur à remplacer des produits à prix élevés (habituellement les cigarettes) par des produits meilleur marché tels que le tabac pour pipe à eau ou les cigarettes à rouler soi-même. Taxer de la même manière tous les produits aboutit à une harmonisation des prix et réduit les incitations à passer à des produits de remplacement.

L'INDUSTRIE DU TABAC S'OPPOSE AUX EFFORTS VISANT À AUGMENTER LES TAXES ET POURSUIT UN TRAVAIL DE SAPE

L'industrie du tabac n'apprécie pas les augmentations de taxes sur le tabac parce qu'elle sait qu'elles sont efficaces pour réduire le tabagisme. Cette citation tirée de documents internes confidentiels de Philip Morris, rendus disponibles par la voie judiciaire, date de 1985 mais reste d'actualité: « parmi toutes ces préoccupations, il en est une – la taxation – qui nous inquiète particulièrement. Bien que les restrictions concernant la commercialisation et le tabagisme public [sic] et passif diminuent effectivement le volume, selon notre expérience, la taxation le fait diminuer encore plus dramatiquement. Notre préoccupation à l'égard de la taxation est par conséquent essentielle dans notre réflexion sur le tabagisme et la santé. C'est traditionnellement le domaine auquel nous avons accordé le plus de ressources et, dans un avenir proche, je pense que les choses resteront ainsi pratiquement partout. » [11].

L'industrie s'oppose généralement aux augmentations de taxes sur le tabac. La réforme récente engagée aux Philippines s'est heurtée à une forte opposition mais l'industrie n'a pas réussi à empêcher son adoption. Au Mexique, l'industrie a longtemps bloqué les augmentations de taxes sur le tabac jusqu'à ce qu'une campagne bien coordonnée menée par les défenseurs de la lutte antitabac apporte son soutien au gouvernement pour permettre en 2010 une augmentation importante de la taxation. Le droit d'accise spécifique a ainsi été porté de 0,8 à 7 pesos par paquet et le droit ad valorem[4] est passé de 150 % à 160 % [12].

[4] Un pourcentage de la valeur déclarée des marchandises vendues.

COMBATTRE LES IDÉES REÇUES PROPAGÉES PAR L'INDUSTRIE DU TABAC

L'industrie du tabac s'efforce de mettre un frein aux discussions sur les augmentations de taxes dans de nombreux pays en utilisant des arguments fallacieux ou en exagérant l'impact attendu. Il est temps de renverser ces idées reçues pour faire la lumière sur le véritable impact des augmentations de taxes sur le tabac.

IDÉE REÇUE : LES AUGMENTATIONS DE TAXES SUR LE TABAC RÉDUIRONT LES RECETTES FISCALES (PARCE QUE LA CONSOMMATION DIMINUE).

- **Non :** en réalité, les recettes fiscales augmentent (parce que la réduction des ventes n'est pas proportionnelle à l'augmentation des prix). Comme cela a été le cas en Égypte et aux Philippines, une augmentation des taxes sur le tabac aboutit bien à une augmentation des recettes des pouvoirs publics.

IDÉE REÇUE : LES TAXES SUR LE TABAC RÉDUIRONT L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE.

- **Non :** les dépenses consacrées au tabac seront remplacées par des dépenses pour d'autres produits et services de consommation.

IDÉE REÇUE : LES TAXES PÈSENT LOURDEMENT SUR LES FUMEURS PAUVRES PUISQU'ILS DÉPENSENT UNE PROPORTION PLUS IMPORTANTE DE LEUR REVENU SUR LES PRODUITS DU TABAC.

- **Pas exactement :** parce que les personnes ayant de faibles revenus sont plus sensibles aux hausses des prix, elles modifieront leur comportement de consommation soit en cessant de fumer soit en réduisant leur niveau de consommation de tabac, et ceci davantage que les consommateurs à revenu élevé. En conséquence, des taxes plus élevées les aideront à réduire leurs dépenses personnelles consacrées au tabac et à améliorer leur santé.

IDÉE REÇUE : LES DIFFÉRENCES DANS LES TAXES ET LES PRIX DU TABAC ENTRE PAYS CRÉENT UNE INCITATION AU COMMERCE ILLICITE DES PRODUITS DU TABAC

- **Pas exactement :** il existe d'autres facteurs plus importants qui encouragent le commerce illicite, tels qu'une gouvernance trop faible/l'absence d'engagement à un haut niveau, le laxisme des douanes et de l'administration fiscale, la corruption et la complicité des fabricants de cigarettes.
- **En conséquence :** les augmentations de taxes doivent être introduites parallèlement à des mesures visant à renforcer l'administration fiscale (telles que la simplification du système de taxation, le suivi du marché des produits du tabac et le renforcement des services de douane et de police) pour réduire les incitations à l'évasion fiscale de la part des fabricants et des organisations criminelles.

APPEL À L'ACTION

L'OMS encourage

LES AUTORITÉS GOUVERNEMENTALES À :

- préconiser des augmentations importantes des taxes sur le tabac en tant qu'importante politique de santé publique.

LES MINISTÈRES DE LA SANTÉ À :

- accroître la prise de conscience au sein des différents secteurs de gouvernement quant à l'importance de l'augmentation des taxes sur le tabac en tant que politique de santé publique;
- soutenir les ministères des finances dans leurs efforts visant à augmenter les taxes et à mettre en œuvre des politiques fiscales efficaces.

LES MINISTÈRES DES FINANCES/DU TRÉSOR PUBLIC À :

- utiliser les augmentations régulières de taxes sur le tabac en tant que mesure centrale pour réduire la consommation;
- mettre en œuvre des mesures fiscales simples;
- travailler pour combattre efficacement le commerce illicite des produits du tabac;
- empêcher que l'industrie du tabac n'influe sur l'élaboration des politiques relatives à la taxation du tabac.

LES CITÉS, LES COMMUNAUTÉS ET LES GROUPES DE LA SOCIÉTÉ CIVILE À :

- créer des environnements facilitant l'arrêt du tabac pour les fumeurs;
- décourager la vente et la consommation de produits du tabac provenant du commerce illicite.

LES FAMILLES ET LES MÉNAGES À :

- encourager les membres de la famille qui sont fumeurs à arrêter, et les soutenir.

RÉFÉRENCES

1. Volume 14. Effectiveness of tax and price policies for tobacco control. In: IARC Handbooks of cancer prevention. Lyon, Organisation mondiale de la Santé, Centre international de Recherche sur le Cancer, 2011.

2. Kostova et al. Prices and cigarette demand: evidence from youth tobacco use in developing countries. NBER Working Paper Series. Working Paper #15781. Cambridge MA, National Bureau of Economic Research, 2010.

3. Jha P et al. Tobacco addiction in: Jamison DT et al. Disease control priorities in developing countries. Washington DC, Banque mondiale, 2006.

4. Scaling up action against noncommunicable diseases: How much will it cost? Genève, Organisation mondiale de la Santé, 2011.

5. Données relatives aux taxes et à la prévalence provenant des Ministères des Finances et de la Santé de Turquie et données sur les ventes tirées de Euromonitor, 2013.

6. Strengthening health systems for treating dependence in primary care. Part III Training for primary care providers. Building capacity for tobacco control/training package 4. Genève, Organisation mondiale de la Santé, 2013.

7. Jha et al. Global effects of smoking, of quitting and of taxing tobacco. New England Journal of Medicine, 2014, 370:60-68.

8. Hill C. Prévention et dépistage des cancers. Bulletin du Cancer, 2013; 100: 6.

9. Base de données de la Commission européenne sur les droits d'accises sur l'alcool, le tabac et l'énergie. Bruxelles, Commission européenne, Fiscalité et Union douanière, 2014. (http://ec.europa.eu/taxation_customs/taxation/excise_duties/tobacco_products/index_fr.htm, consulté le 13 mai 2014).

10. Rapport de l'OMS sur l'épidémie mondiale de tabagisme, 2013 (résumé d'orientation en français, rapport complet en anglais). Genève, Organisation mondiale de la Santé, 2013. (http://www.who.int/tobacco/global_report/2013/summary/fr/, consulté le 13 mai 2014).

11. Philip Morris. Smoking and health initiatives. Legacy Tobacco Documents Library. Bates No. 2023268339. San Francisco, University of California, 1985. (http://legacy.library.ucsf.edu/cgi/getdoc?tid=tyq74e00&fmt=pdf&ref=results, consulté le 13 mai 2014).

12. Campaign for Tobacco Free Kids. Case study: Mexico: Tobacco control advocates effectively counter the tobacco industry during tax campaign. (http://global.tobaccofreekids.org/en/industry_watch/case_studies/mexico_tobacco_control_advocates, consulté le 13 mai 2014).

Organisation
mondiale de la Santé